

hebdomadaire

n° 3019 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

EUROPE: UN TRAITÉ PEUT EN CACHER UN AUTRE

Un traité européen est actuellement examiné par le Parlement. Il constitue un pas supplémentaire dans la mise sous surveillance des budgets nationaux par la Commission européenne, la BCE et le FMI (lire page 2).

AGIR événements

La négociation
interprofessionnelle
sur les accords
compétitivité-emploi
commence sous les
pires auspices.

Lire page 3

Total ne connaît pas la crise:
plus de 12 milliards d'euros de
bénéfices en 2011, alors que le
prix de l'essence à la pompe bat
des records.

Lire page 5

Les présidents d'université
aimeraient pouvoir augmen-
ter les droits d'inscription.
Les étudiants n'auraient plus
qu'à payer ou à abandonner.

Lire page 7

Sarkozy menace de diminuer
les crédits aux collectivités
locales qui ne respecteraient
pas la règle d'or budgétaire.

Lire page 8

**CE QUI SE CONÇOIT
BIEN S'ÉNONCE
CLAIREMENT**

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER en pages centrales

Un texte de loi, élaboré en
catimini, est actuellement
en discussion devant
le Parlement et contient de
multiples remises en cause
du Code du travail.

SAVOIR pratique

Bonne nouvelle: la Cour
de cassation rappelle que le
statut de cadre dirigeant est
réservé aux cadres qui
dirigent réellement
l'entreprise.

Lire page 13

MONTRER enquête

Une décision du Conseil d'É-
tat relative à la durée du tra-
vail des moniteurs vient
destabiliser le fonctionnement
traditionnel des colonies
de vacances.

Lire pages 17 à 20



Illustrations J.-L. Boiré



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

CE QUI SE CONÇOIT BIEN S'ÉNONCE CLAIREMENT

Vous trouverez, avec ce numéro de votre journal *FO Hebdo*, un supplément intitulé: «Pendant la campagne les revendications continuent». Le Bureau confédéral a tenu à mettre en avant les principales revendications de Force Ouvrière en cette période de campagne électorale présidentielle. Il s'agit en particulier de notre analyse de la crise et de nos positions en la matière. Les questions des salaires, du service public républicain, de la protection sociale collective, des conventions collectives et statuts nationaux, de la «démocratie sociale», de la politique industrielle ou de la réforme fiscale y sont soulignées.

Bien entendu, conformément à notre pratique et notre principe d'indépendance syndicale, nous ne donnerons aucune consigne de vote, directe ou indirecte, à l'occasion de ces élections politiques. Il était toutefois important que nous posions nos revendications en tant que confédération syndicale. C'est l'objet de cette lettre-argumentaire, qui sera par ailleurs tirée en plus grand nombre et adressée aux unions départementales. Lisez-la et faites-la lire autour de vous. Comme le dit l'adage populaire: ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Avec ce document nous entendons prendre date. Ce que nous défendons aujourd'hui, nous le défendrons demain. C'est aussi cela la liberté et l'indépendance.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Austérité: Attention, un traité peut en cacher un autre.

Page 3

Négociation: Les accords compétitivité-emploi en question. Trois questions à... Stéphane Lardy, Secrétaire confédéral, représentant FO à la négociation du 17 février sur les accords de compétitivité.

Page 4

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Énergie: Total se gave sans complexes de superprofits. Pétrole: Le coût du carburant pompe le budget des salariés.

Page 6

Port de Sète: Deux cent vingt marins à quai, en grande précarité. Transport maritime: La grande solidarité des gens de mer.

Page 7

Éducation: Déboursier plus pour entrer à l'université? Enseignement: Appel public pour les lycées professionnels.

Page 8

Déficits publics: Les collectivités face au chantage de l'État. Transport aérien: Le Sénat rejette la proposition de loi attaquant le droit de grève.

Page 9

Prud'hommes: L'Éducation nationale épinglée tel un mauvais patron.

SAVOIR

Page 13

Les droits: La Cour de cassation ne badine pas avec les heures supplémentaires. Consommation: Pesticides: agriculteurs et consommateurs, dommages collatéraux?

Page 14

Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles. Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Une industrie particulière: Les dessous des ventes d'armes. Parution > La rédaction vous signale. Voix de presse: Pour la dette hellène, la guerre d'usure a lieu.

Page 16

Une sélection de livres. Cinéma: *Les Nouveaux Chiens de garde*: la voix de leurs maîtres.

MONTRER

Pages 17 à 20

La fin des jolies colonies de vacances?

/ DOSSIER

Pages 10 et 11

Proposition de loi Warsmann: L'arme fatale au contrat de travail.

Avec ce numéro, un supplément de 4 pages, numérotées de I à IV, à *Force ouvrière hebdomadaire* n°3019, du 22 février 2012

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schisselé (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire : 0911S05818

LES DROITS

Forfait-jours

Cadre

Durée du travail

Supplémentaires

Les «heures sup'»... On se souviendra du «travailler plus pour gagner plus», mais la Cour de cassation, peu sensible aux slogans politiques, s'en tient à l'application concrète du droit du travail, veillant à ce que ce dernier ne soit pas détourné au

bénéfice des employeurs. En deux arrêts, ses juges rappellent que les forfaits-jours ne doivent pas servir à exclure les heures supplémentaires et que, concernant ces dernières, les cadres ne sont pas corvéables à merci.

LA COUR DE CASSATION NE BADINE PAS AVEC LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le contexte actuel de flexibilisation du temps de travail, la Cour de cassation saisit l'occasion de réaffirmer, dans deux arrêts rendus le 31 janvier 2012 et qui figureront tous deux au rapport annuel de la Cour, le droit des salariés aux heures supplémentaires.

Dans la première affaire, il s'agissait d'une question de **forfait-jours**. Un cadre engagé en CDD par la Société métaux spéciaux, dont l'activité relève de la convention collective nationale des industries chimiques, fait une demande d'**heures supplémentaires** alors que son contrat de travail indique qu'il est soumis au régime du forfait en jours, conformément aux accords collectifs conclus (**accord-cadre** du 8 février 1999, non étendu, sur l'organisation et la durée du travail dans l'industrie chimique et accord d'entreprise).

La Cour de cassation fait droit à la demande d'heures supplémentaires du salarié, estimant que l'absence de protection de la sécurité et de la santé dans l'accord-cadre signé dans la branche et l'accord d'entreprise invalide le forfait-jours.

En effet, l'accord-cadre se contentait de renvoyer à une convention écrite, conclue avec le salarié, le soin de fixer les modalités de mise en œuvre et de contrôle du nombre de jours travaillés,

ainsi que la nécessité d'un entretien annuel avec sa hiérarchie, et l'accord d'entreprise, quant à lui, se bornait à affirmer que les cadres soumis au forfait en jours sont tenus de respecter la durée minimale du repos quotidien et hebdomadaire.

Notoirement insuffisant, a estimé la Cour de cassation au regard des exigences constitutionnelles et supranationales relatives au droit à la santé et au repos.

La Cour rappelle ainsi avec force sa jurisprudence du 29 juin 2011*, selon laquelle «toute convention de forfait en jours doit être prévue par un accord collectif dont les stipulations assurent la garantie du respect des durées maximales de travail, ainsi que des repos journaliers et hebdomadaires».

L'absence de telles garanties dans les accords est donc sanctionnée. La convention de forfait en jours conclue en application de ces accords est privée d'effet et le salarié peut prétendre au paiement d'heures supplémentaires (*Cass. soc.*, 31 janvier 2012, n°10-19.807 FS-P+B+R).

Dans la deuxième affaire, il s'agissait de la définition de ce qu'est un «cadre dirigeant».

Pour la Cour de cassation, seuls les cadres participant à la direction de l'entre-

prise relèvent de la catégorie des cadres dirigeants, qui n'ont pas droit aux heures supplémentaires.

En l'espèce, la salariée «responsable collection homme» de la société Bruno Saint-Hilaire réclamait le paiement d'heures supplémentaires, mais son employeur s'y opposait, estimant qu'en tant que cadre classé au coefficient le plus élevé de la convention collective en terme de rémunération, et disposant d'une très large autonomie dans l'organisation de son travail, nécessitée par son haut niveau de responsabilité, elle devait être considérée comme un cadre dirigeant et être exclue du paiement des heures supplémentaires.

À tort, a estimé la Cour de cassation, la salariée avait bien droit aux heures supplémentaires!

La Cour rappelle que «selon l'article L. 3111-2 du Code du travail, sont considérés comme cadres dirigeants les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement».

Elle en conclut que «ces critères cumulatifs impliquent que seuls relèvent de cette catégorie les cadres participant à la direction de l'entreprise».

Ainsi, même si la salariée remplissait deux des critères sur trois (grande indépendance dans l'organisation de son travail et de son emploi du temps, nécessitée par le haut niveau de responsabilité, ainsi qu'une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés), elle ne remplissait pas le troisième critère, à savoir la participation à la direction de l'entreprise.

Dès lors, elle était parfaitement en droit de demander le paiement d'heures supplémentaires (*Cass. soc.*, 31 janvier 2012, n°10-24.412, FS-P+B+R).

* *Circ. confédérale n°97/2011 du 5 juillet 2011, InFOjuridiques, n°74, juin-août 2011: «Les forfaits-jours bientôt forfaits?».*

FORFAIT-JOURS

Applicable à tout salarié dont la durée du travail ne peut être déterminée à l'avance et disposant d'une autonomie dans l'organisation de son temps, comme par exemple certains commerciaux. Évalué sur une période de 12 mois, il exclut les heures supplémentaires.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Les heures effectuées au-delà de la durée légale de travail.

ACCORD-CADRE

Accord général conclu entre des interlocuteurs sociaux et destiné à être complété par des précisions ultérieures sans que ces dernières ne lui contre-vennent.

CONSOMMATION

PESTICIDES: AGRICULTEURS ET CONSOMMATEURS, DOMMAGES COLLATÉRAUX?

La condamnation par un tribunal de Lyon, le 13 février dernier, du géant mondial de l'agrochimie Monsanto, jugé responsable de l'intoxication d'un agriculteur français, a conduit une nouvelle fois à s'interroger sur les produits utilisés dans le domaine phytosanitaire (littéralement, qui a rapport aux soins et aux traitements des végétaux). Notamment dans l'industrie agropharmaceutique, grande pourvoyeuse de pesticides; un mot qui étymologiquement signifie éliminateur de peste (originellement animal nuisible), mais qui pour beaucoup évoquerait plutôt le choléra, quoique cette maladie ait l'avantage de posséder des effets plus rapides et moins sournois que bien des produits chimiques employés dans ce secteur. Utilisés en masse quelques années après la fin de la Seconde

Guerre mondiale, les armées disposant de gigantesques stocks de produits chimiques, les pesticides (herbicides, fongicides, insecticides) pourraient bien être à l'origine de l'explosion des cancers. Encore faudrait-il le prouver... En justice, c'est en effet à celui qui accuse de démontrer le bien-fondé de ses allégations, donnant bien entendu souvent l'aspect de la lutte du pot de terre contre le pot de fer, car il faut être capable de payer des expertises hors de prix face à des géants de la chimie bardés d'experts, également bien placés dans les organismes de surveillance sanitaire nationaux et internationaux, comme l'ont montré récemment quelques scandales de conflits d'intérêts.

En seconde ligne après l'agriculteur, le consommateur n'a guère de quoi être rassuré. Une

enquête menée en 2008 par des ONG sur des raisins proposés par de grandes enseignes dans cinq pays européens (Allemagne, France, Hollande, Hongrie et Italie) avait mis en évidence la présence de pesticides interdits (formant souvent de dangereux cocktails par interaction) et des dépassements de limites maximales en résidus (LMR), et cela particulièrement dans l'Hexagone. Les raisins de la colère auraient dû être étouffés par le Grenelle de l'Environnement, mais de ce dernier il ne reste guère aujourd'hui que quelques résidus...

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2012:

1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:
Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:
7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1 000 000 000 000

Les rentrées budgétaires de l'État grec ont été, ce mois de janvier 2012, inférieures d'un milliard d'euros aux prévisions, selon une estimation fournie par le ministère des Finances grec le 7 février. Celles concernant l'impôt sur les sociétés et surtout la TVA ont tout particulièrement chuté. Cette dernière a vu ses recettes tomber de 18,7% par rapport à janvier 2011, soit 1,85 milliard d'euros contre 2,29 milliards l'an dernier. Le taux principal de la TVA grecque avait été augmenté de 19% à 21% en mai 2010, dans le cadre d'un plan d'austérité imposé par l'Union européenne et le FMI en échange d'une aide financière, puis en septembre c'est la TVA sur la restauration qui a été portée à 23% à la suite du passage des experts de la troïka (UE, FMI et BCE). Affamant les Grecs et ajoutant de la poisse à la dette hellène.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● **ARRCO** (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● **AGIRC**
Cadres tranches B et C: 7,70%

● **Cotisation AGFF**
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:

35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au mini-
mum, mais ne peut dépasser
75% du salaire journalier de
référence (salaire des douze
mois qui ont précédé la rup-
ture du contrat de travail).

*Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.*

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

DÉCEMBRE 2011	DU 31/12/2010 AU 31/12/2011	DU 01/01/2011 AU 31/12/2011
+0,4%	+2,5%	+2,5%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

△ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

△ 57,4% de cet ancien salaire;

△ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.



PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE, LES REVENDICATIONS CONTINUENT



Conformément à son principe et sa pratique de liberté et d'indépendance syndicales, Force Ouvrière ne donnera aucune consigne de vote à l'occasion des élections présidentielles et des élections législatives qui suivront. Pour nous, les partis politiques et les syndicats ont des rôles différents en démocratie, les premiers ayant vocation à rassembler toutes les catégories de la population et à exercer le pouvoir ou le contre-pouvoir, les seconds ayant pour rôle de représenter et défendre les intérêts de l'ensemble des salariés actifs, chômeurs et retraités, et d'exercer un rôle de contre-poids.

Une élection politique est un choix citoyen. Notre rôle c'est de représenter et défendre les droits de ce que beaucoup n'osent plus appeler la classe ouvrière. Cela ne signifie pas pour autant qu'une période électorale politique est une période d'abstinence revendicative. Il nous appartient donc d'affirmer ou de réaffirmer nos revendications et analyses.

C'est l'objet de cette lettre-argumentaire présentée en quatre chapitres: la crise, la République sociale, la réforme fiscale et la politique industrielle.

Toutes les revendications et positions de Force Ouvrière n'y figurent pas, elles sont écrites noir sur blanc dans les dernières résolutions de notre congrès confédéral de 2011.

(Suite en page IV)

I. LA CRISE

Depuis son irruption à l'été 2007 aux États-Unis (crise dite des *subprimes*), Force Ouvrière l'a analysée comme une crise profonde du système capitaliste, comme une période où les contradictions sont telles que les tensions s'exacerbent, que les mécanismes se grippent.

En sortir suppose, fondamentalement, une rupture à trois niveaux: international, européen et national.

Cette crise est le reflet d'un mouvement généralisé de déréglementation, de privatisation et de libéralisation.

C'est l'application, par la plupart des gouvernements et des organismes internationaux (FMI, Banque mondiale et OMC notamment), d'une pensée économique unique et rigide destinée à préserver et enrichir les rentiers en accroissant les inégalités, accentuant les pertes de pouvoir d'achat, flexibilisant les rémunérations et les conditions de travail, fragilisant les protections sociales collectives.

1. AU NIVEAU INTERNATIONAL

Au-delà des déclarations adoptées, par exemple dans les G20, force est de constater que les paradis fiscaux perdurent, que les gouvernements n'ont pas repris la main sur les marchés financiers, que le système monétaire international n'a pas été refondé, que les normes internationales du travail adoptées dans le cadre de l'OIT (Organisation internationale du travail) sont loin d'être appliquées partout, même au sein du G20.

2. AU PLAN EUROPÉEN

Européenne, Force Ouvrière l'est depuis ses origines. Pour autant, nous sommes depuis l'acte unique européen et les traités qui ont suivi (Maastricht, Lisbonne, par exemple) très critiques sur les modalités de la construction européenne, qui font la part belle au capitalisme libéral, ont favorisé la déréglementation et les privatisations. Ce sont les gouvernements qui sont responsables de cette situation. Les récentes annonces en matière de règle d'or et d'institutionnalisation de l'austérité en sont un des derniers exemples concrets inacceptables.

Nous rappelons que si un référendum était organisé sur l'introduction d'une règle d'or, Force Ouvrière appellerait à voter non.

Aujourd'hui –et la crise le montre chaque jour – l'Europe est perçue comme une Europe des sanctions et contraintes, non comme un facteur d'espoir et de progrès social, démocratique et économique.

Nous continuons, par exemple, à revendiquer une priorité pour le social au travers de ce que nous appelons un protocole social de droit primaire qui remettrait en cause la logique actuelle de la construction européenne, ce que refusent toujours avec force les gouvernements.

Dans la même logique, nous réclamons une révision de la directive détachement des travailleurs, qui est aujourd'hui une vraie passoire et un instrument intra-européen de dumping social.

3. AU NIVEAU NATIONAL

La France n'échappe pas à cette logique d'orthodoxie budgétaire et de rigueur ou d'austérité. Au fur et à mesure, les prétendus modèles de référence changent: un jour le modèle anglo-saxon, un autre le modèle nordique, dernièrement le modèle allemand!

Les faits et analyses sont tronqués pour justifier certaines décisions. C'est par exemple le cas quand on compare le coût du travail en France et en Allemagne. Il est aujourd'hui au même niveau dans l'industrie, mais l'Allemagne utilise les productions intermédiaires dans les ex-Pays de l'Est et abuse, avec les travailleurs de ces pays, de la directive détachement en ne les payant pas aux mêmes conditions que les travailleurs allemands.

On oublie aussi de rappeler, s'agissant de la protection sociale collective, que 11% des assurés sociaux, en Allemagne, ont préféré quitter l'assurance-maladie et s'assurer dans le privé, et qu'en matière de retraites complémentaires ils sont 35%.

La solidarité en prend un coup et les cotisations afférentes (qui existent) ne sont pas comptabilisées comme prélèvements obligatoires puisque relevant d'un choix! Comme le dit l'adage:

«comparaison n'est pas raison».

De fait, une présentation tronquée sert avant tout à justifier la rigueur ou l'austérité (pudiquement appelée «efforts»), à pressurer le pouvoir d'achat, à écorner ou remettre en cause les droits sociaux.

**ON NE SORT PAS D'UNE CRISE
SYSTÉMIQUE DU CAPITALISME
EN FAISANT PLUS
DE CAPITALISME LIBÉRAL**

C'est donc la politique économique globale qu'il faut revoir: budgétaire, fiscale et industrielle, en mettant au centre la réduction des inégalités sociales et l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires, retraites, allocations et minima sociaux, moteur essentiel pour réduire les inégalités et soutenir la croissance et l'emploi.

Fondamentalement, ce sont les modalités de production et de répartition des richesses qui sont en cause.

Comme nous l'avons à plusieurs reprises affirmé: on ne sort pas d'une crise systémique du capitalisme en faisant plus de capitalisme libéral.

II. LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

La France est une république dont la devise est: liberté, égalité, fraternité, les trois étant étroitement liées. Et l'on peut et doit ajouter la laïcité, élément essentiel pour lutter contre le communautarisme et les discriminations, et rejeter toute forme de racisme, de xénophobie et d'antisémitisme.

Il est grand temps de confirmer ces références et objectifs auxquels doit répondre la politique économique et sociale.

En la matière, trois éléments sont essentiels tant il ne saurait y avoir de République sociale si ces trois piliers sont minés ou remis en cause. Il s'agit du service public républicain, des régimes de protection sociale collective et des modalités de négociation collective, auxquels sont rattachés le droit et la liberté syndicale.

1. LE SERVICE PUBLIC RÉPUBLICAIN

C'est le bien de ceux qui n'ont rien et c'est une des structures essentielles pour assurer l'égalité minimale de droit et la liberté.

Sous couvert de libéralisme économique, d'austérité budgétaire, de décalquage des modes de gestion privée, le service public républicain a été affaibli ou remis en cause. C'est en particulier le rôle attribué aux 561 mesures de la RGPP, auxquelles il faut ajouter les dispositions de la loi HPST (Hôpital, patients, santé, territoires).

Le livre noir de la RGPP édité en 2011 par Force Ouvrière est toujours d'actualité. Rappelons notamment qu'en quelques années ce sont 400 000 suppressions de postes qui ont été réalisées dans la fonction publique d'État et chez les opérateurs publics.

Rappelons également que certaines missions de service public ont été transférées au privé, que d'autres ont disparu et que les partenariats public-privé sont des traites onéreuses tirées sur l'avenir et qu'ils compromettent le fonctionnement des missions essentielles de service public.

C'est pourquoi un arrêt de la RGPP est indispensable, tant sur le plan social qu'économique et républicain.

Il est urgent d'ouvrir un débat sur le rôle et les missions du service public dans la République, débat qui avait été promis mais qui n'a jamais été organisé.

De même, s'agissant de la réforme en cours des collectivités territoriales, Force Ouvrière demande son arrêt et publiera là aussi un livre noir spécifique.

2. LES RÉGIMES DE PROTECTION SOCIALE COLLECTIVE

Outils essentiels de la fraternité, de l'égalité et de la liberté, il est indispensable non seulement de les consolider mais de les améliorer. Leur avenir est bien entendu étroitement lié à la nature de la politique économique menée.

La persistance et l'augmentation importante du chômage, ainsi que l'insuffisante augmentation des salaires sont en très grande partie à l'origine des difficultés financières. Elles génèrent en effet des pertes de recettes et une augmentation importante des dépenses d'assistance.

Si l'on y ajoute les politiques d'exonération massive des cotisations sociales dites patronales (encore accentuées avec la hausse de la TVA en contrepartie d'un allègement des cotisations patronales d'allocations familiales) et la fiscalisation croissante des financements pour alléger le coût du travail, on mesure là encore l'urgence à définir les mesures nécessaires pour consolider les régimes de protection sociale collective. Contrairement à ce qui est fait depuis des années, il faut poser les conditions nécessaires à la pérennisation de ces régimes et à l'amélioration des droits sociaux.

Cela suppose notamment:

- Des engagements clairs sur la consolidation du niveau de la protection sociale (maladie, famille, retraites et chômage).
- Le maintien de la cotisation comme outil majoritaire ou intégral de financement.
- Une réforme de la cotisation dite patronale pour y intégrer une dose de valeur ajoutée dans le calcul de l'assiette.
- Une distinction nette entre ce qui relève de la solidarité salariale, donc de la cotisation, et ce qui relève de la solidarité nationale, donc de l'impôt. Ce qui pose également la question des règles de compensation des salariés vers les non-salariés.

En matière de retraites, alors que la dernière contre-réforme de 2010 a été décidée pour complaire aux marchés financiers, il est plus que nécessaire de l'abolir et de revenir à un droit à la retraite à taux plein à 60 ans avec une programmation de la réduction de la durée de cotisation nécessaire.

Rien ne justifie, au regard de l'Histoire, que plus l'espérance de vie augmente, plus on soit contraint de travailler plus longtemps. Avec de tels raisonnements la Sécurité sociale ou les retraites n'auraient jamais vu le jour. Il a fallu les imposer, au grand dam de leurs détracteurs qui, à toutes les époques, les ont critiquées, menaçant le pays de faillite.

3. LES RÈGLES DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Les droits réels des travailleurs français sont au moins de même niveau que ceux des travailleurs de pays comparables, nonobstant les taux de syndicalisation.

La France est le premier pays au monde en termes de couverture conventionnelle ou statutaire des salariés. Cela est en particulier dû à l'existence d'accords, de conventions collectives et statuts nationaux, c'est-à-dire à couverture large et définissant (principe d'égalité) un minimum de droits communs. C'est aussi dû, historiquement, au principe de faveur (impossibilité de déroger à un accord de niveau supérieur).

Rappelons aussi que le syndicalisme français compte beaucoup plus d'adhérents que les partis politiques et qu'on ne parle guère, à l'image du taux de syndicalisation, d'un taux de politisation. La grande différence entre démocratie politique et démocratie sociale est que les partis politiques détiennent une légitimité par les élections, les syndicats par leurs implantations, leur droit à négocier et leur droit à agir, y compris par la grève, grève dont le droit doit être préservé intégralement.

Au fil des années la frontière entre ces «deux démocraties» tend à s'estomper. On voudrait bien que les syndicats, à l'instar des partis politiques, tirent leur légitimité de l'élection. Cela permet surtout d'instaurer des accords dits majoritaires pour justifier l'élargissement des dérogations à la loi ou aux accords nationaux, dynamisant ainsi l'héritage républicain et deux lois fondatrices du progrès social en France (1936 et 1950).

Ainsi l'entreprise deviendrait le lieu prioritaire de négociation, remettant progressivement en cause les conventions collectives nationales. De même, dans le public, l'établissement

deviendrait prioritaire, remettant en cause les statuts nationaux.

De la même manière, il est essentiel de préserver l'existence du SMIC et de la durée légale du travail. S'agissant du SMIC, nous revendiquons sa fixation à 80% du salaire médian, soit actuellement 1 340 euros net par mois, SMIC qui n'existe pas en Allemagne, ce qui permet le dumping social et salarial.

Plus généralement, l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires, retraites, pensions, allocations et minima sociaux est une priorité.

**NOUS N'ACCEPTONS PAS
LE GLISSEMENT DU MODÈLE
RÉPUBLICAIN VERS
LE MODÈLE ANGLO-SAXON**

En la matière, la position commune de deux syndicats avec le patronat en 2008 (reprise par la loi) et son pendant dans le public (les accords de Bercy) ont joué un rôle d'accélérateur.

Dernier exemple en date, la récente proposition élyséenne d'accords dits de compétitivité-emploi au niveau des entreprises, visant notamment à travailler moins et gagner moins, n'aurait pas été possible sans la loi de 2008 et la position commune.

Elle s'appuie en effet sur les accords dits majoritaires pour déréglementer.

C'est en particulier pour cette raison de fond et pour la restriction de la liberté syndicale en matière de désignation des délégués syndicaux que Force Ouvrière continue à dénoncer la position commune, la loi de 2008 qui en découle et les accords de Bercy.

D'aucuns ont vu dans le refus de Force Ouvrière une crainte pour notre avenir! Ils doivent être déçus! C'était aussi une façon de ne pas parler du fond et cela révélait par ailleurs la finalité cachée de ce dispositif: réduire le nombre d'organisations syndicales.

L'objectivité conduit d'ailleurs à préciser que Force Ouvrière bénéficie (par diverses affiliations ou adhésions nouvelles) de ce dispositif, qui s'applique tant que la loi est en vigueur. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas continuer à demander son abrogation pour des raisons de fond et à reposer le problème de la liberté syndicale, de la structure de la négociation collective et des rapports loi/contrat.

En quelque sorte, Force Ouvrière n'est pas rentrée dans une forme d'union sacrée CGT/CFDT/MEDEF/CGPME/Élysée/gouvernement/majorité/opposition. Nous résisterons toujours contre toute atteinte à la liberté syndicale et à la République sociale.



III. LA RÉFORME FISCALE

Le système fiscal français est non seulement de plus en plus illisible, mais il est aussi de plus en plus inégalitaire. Il faut revenir au principe fondateur de la fiscalité issu de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789:

«Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable: elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.»

Cette réforme doit être globale. Elle doit remettre en place un véritable impôt sur le revenu progressif, sans possibilité d'y échapper.

C'est la colonne vertébrale de toute réforme fiscale. C'est à partir de cet élément central qu'il faut ensuite retravailler la fiscalité indirecte, celle des entreprises, ou la fiscalité locale.

L'heure n'est plus au rafistolage mais à une réforme d'ensemble, telle que nous l'avons exposée dans un document intitulé «Pour une fiscalité juste et redistributive».

IV. LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Aucun pays ne peut assurer son développement social et économique, dans le respect des normes sociales et environnementales, sans un secteur industriel fort.

L'État a trop longtemps délaissé l'industrie, laissant les marchés agir.

Une dynamique avait été créée avec les états généraux de l'industrie et les travaux en filière. Elle s'est un peu enrayée depuis quelque temps.

Il est urgent que l'État réinvestisse la politique industrielle.



Cela passe notamment par:

- La création d'une banque nationale pour l'industrie coordonnant, sous l'égide du ministère de l'Industrie, l'ensemble des structures publiques existantes.
- La mise en place d'une réelle responsabilité des donneurs d'ordre vers les sous-traitants et le développement des entreprises de taille intermédiaire (grandes PME).
- À l'instar de ce qui existe dans d'autres pays, la création d'un label, contrôlé par l'Administration, «fabriqué en France».
- Le renforcement des moyens des douanes pour le contrôle des importations quant à leur respect des normes.
- La fin du dumping social et fiscal au sein de l'Union européenne.
- L'obligation pour les organismes internationaux (par exemple l'OMC) de prendre en compte les normes internationales du travail.

(Suite de la page I)

Nos positions et revendications sont cohérentes et interdépendantes.

Elles impliquent de rompre avec la logique anglo-saxonne, de réorienter les modalités de la construction européenne, de réréglementer, de revivifier le service public. Elles resituent l'économie au rang d'outil et non de finalité.

Elles impliquent de sortir de l'austérité en France et en Europe, de réfléchir à un protectionnisme au niveau de la zone euro, de soutenir l'augmentation générale des salaires comme élément indispensable de progrès.

S'agissant de la situation en France, elles exigent comme objectif le respect des principes fondamentaux de la République (liberté, égalité, fraternité) au-delà des discours, dans les actes et décisions.

La République n'est pas soluble dans le marché, la République sociale est antinomique avec l'austérité.

Quels que soient le gouvernement et la majorité au pouvoir demain, Force Ouvrière défendra en toute liberté et indépendance ses positions et revendications.

C'est aussi pour cela qu'il n'appartient pas au syndicat de donner des consignes de vote.

Ajoutons que nous considérons que chaque travailleur, en tant que citoyen, est majeur, qu'il n'a pas besoin de directeur de conscience pour lui dicter son comportement dans l'isoloir.

C'est aussi cela la liberté.

Amitiés syndicalistes,

Jean-Claude Mailly
Secrétaire général